

Belges, wallons ou francophones : sommes-nous obligés de choisir ?

Patrick Italiano – Chercheur en sociologie

Lorsque, dans les phases les plus chaudes de la crise politique qui a suivi les élections de juin 2007, les signes de « déloyauté » fédérale perçus par les francophones ont ému les habitants – et les médias – du sud du pays, on a vu des « manifestations spontanées » d'appartenance auxquelles on n'était plus habitués. En effet, il y a quelques années, qui aurait prédit une manifestation pour l'unité de la Belgique ? Aurait-on pensé voir flotter des drapeaux belges aux fenêtres autrement qu'à l'occasion d'un match de tennis ou de football, voire, de la part d'une frange plus limitée, lors de la fête nationale ? A cette occasion, la question a jailli dans le débat de l'existence et de la consistance d'une « identité francophone ». Plus ou moins explicitement, ce « concept » a été interrogé en symétrie avec une « identité flamande » perçue comme forte et unitaire, « chez les autres ». Angoisse donc : sommes nous armés de la même façon pour faire face à cette « force » de « l'adversaire » ?

Ne s'agissant plus de Wallons, mais de Francophones, nous avons donc été sollicités à quelques reprises en 2007, en tant que chercheur spécialisé en la matière, par des médias qui voulaient vérifier leur perception intuitive : il nous manque ce ciment identitaire face aux Flamands. Comme souvent, la réponse des scientifiques aux médias déçoit, soit que le scientifique accepte une simplification caricaturale de son discours, soit qu'il cherche en vain à faire comprendre une lecture complexe et nuancée, non aplatie

sur l'agenda politique du jour. Cet exemple a d'autant moins failli à la règle que le climat du moment était très passionné.

Aujourd'hui, la tension est un peu retombée depuis le vote en commission sur la scission de BHV, sans pour autant que les problèmes institutionnels soient résolus. Ce calme relatif, avant d'autres tempêtes, nous permet de prendre un peu de recul et d'exposer ici, relativement succinctement, ce que les recherches sociologiques ont pu établir à partir de données d'enquêtes. Ces enquêtes ont débuté à une époque politiquement marquée, puisqu'en 1988-89, des « paquets de compétences » étaient transférées aux Régions et Communautés, avec, on s'en souvient, un certain enthousiasme pour la nouvelle saison qui s'ouvrait. Mais cette saison était, alors, plutôt teintée d'optimisme que de menaces. La dernière enquête réalisée sur le sujet, en collaboration entre l'Université de Liège et l'IWEPS¹ date de 2007. Malheureusement, programmée de longue date, elle ne pouvait anticiper la crise politique, et s'est donc déroulée à un moment malheureux, juste avant les secousses émotionnelles que nous venons d'évoquer. La réponse qu'elle apporte aux questions en suspens est donc de nature structurelle, c'est-à-dire qu'elle apporte plus une clé de lecture générale de la question des identités qu'une prise de température à un moment de crise. Voici donc un rapide résumé de la question des identités en Wallonie, qui aura peut-être l'avantage sur des sondages ponctuels de rester pertinent plus longtemps, et donc de rester utilement présent à l'esprit lorsque, inévitablement sommes nous tentés

de prédire, ces questions reviendront en première page.

Les identités sociales

La mesure des identités institutionnelles a commencé au CLEO-Ulg il y a presque 20 ans à la demande de la Région Wallonne et en collaboration, pendant les premières années, avec la FAR

La mesure des identités institutionnelles a commencé au CLEO-Ulg il y a presque 20 ans, en 1988, à la demande de la Région Wallonne naissante et en collaboration, pendant les premières années, avec la FAR. Elle a comporté une série d'enquêtes à cadence semestrielle, jusqu'en 1991. Il s'agissait d'étudier les identités sociales de la population, et notamment de mesurer les différentes facettes de l'identité wallonne, en comparaison avec l'identité belge, européenne, etc. Ces recherches se sont basées sur les concepts psychosociaux d'identité sociale, qui portaient d'une conception des identités comme des ressources disponibles – ou non – susceptibles d'être activées dans des circonstances où elles s'avèrent utiles ou adaptées. Pour résumer le concept en une formule, il est plausible qu'une même personne se sente Européenne à Tokyo, Belge en France et Wallonne à Gand ou à

...

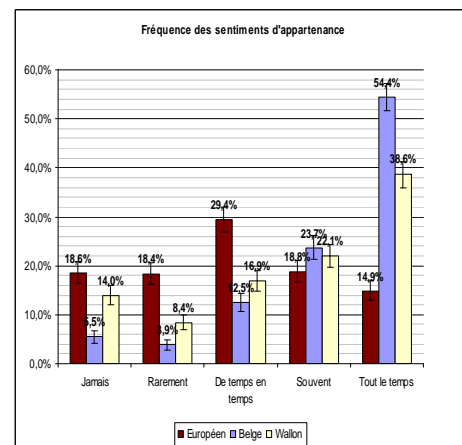
Bruxelles, par exemple, ce qui signifie que ces identités coexistent mais ne sont pertinentes que dans des contextes donnés. Ces recherches ont, en leur temps, permis au moins de montrer que, contrairement à la logique qui voulait que l'on opposât systématiquement « se sentir Belge » à « se sentir Wallon », une approche non exclusive mettait en évidence la complémentarité des identités plutôt que leur antagonisme. Autrement dit, les enquêtes successives ont révélé qu'un individu avait d'autant plus de chances de se sentir fortement Wallon s'il se sentait aussi fortement Belge, plutôt que de concevoir l'un comme excluant l'autre.

De cette expérience, on a pu tirer une première conclusion de relative stabilité des identifications dans le court terme. Ces enquêtes ont confirmé les niveaux absolus et surtout relatifs des sentiments d'appartenance d'une vague à l'autre. Rappelons toutefois le contexte : le court terme était à cette époque très chargé : la phase majeure de réforme de l'Etat, avec transferts d'importantes compétences et moyens de ce que l'on appelait alors le « national » au profit des régions et communautés a été mise en œuvre en 1989. A ce moment, on peut imaginer les régions - la Wallonie en ce qui nous concerne – comme porteuses d'un espoir de plus grande proximité de la politique, échappant aux marchandages communautaires usants des années écoulées : dossier sidérurgique, infrastructures, systèmes des « compensations », etc. L'Etat belge cède des prérogatives vers le bas, mais l'intégration européenne est aussi à l'horizon. C'est à la fin de la même période que s'ouvre le débat sur les critères qui rendront célèbre Maastricht, mais c'est aussi le moment des premières accélérations de l'histoire européenne avec la question de la réunification allemande, qui change les équilibres globaux au sein de ce qui alors s'appelle encore CEE. L'Europe est alors potentiellement un ensemble de taille significative à l'échelle mondiale (vu de Belgique...), mais toujours en construction, quittant à peine le berceau.

Si nous raisonnons au niveau européen, on peut se souvenir que 2003 a été marqué par le début de la guerre en Irak, à laquelle l'Europe – à l'exception de la Grande-Bretagne – a tenté de s'opposer. Dans ce contexte, la pertinence de l'identité européenne pouvait se trouver dans une opposition à la politique extérieure américaine. Pourtant, nous avons déjà remarqué à l'époque que cette « logique » ne semblait pas « prendre » chez les citoyens, peut-être du fait, justement, que l'Europe ne réussissait pas à parler d'une seule voix. La question du référendum constitutionnel devait encore venir, qui n'a pas renforcé l'impression d'une cohésion européenne. Par rapport à cet enjeu de construction européenne, l'enquête de 2004 arrivait donc un peu tôt. On pourrait en dire autant, sur le plan interne belge, quant à notre enquête de cette année. Réalisée de mai à juillet 2007, elle est malencontreusement tombée à cheval sur les élections législatives du 10 juin. Si ce calendrier était un peu malheureux quant aux questions de positionnement politique, certains étant interrogés juste avant, d'autres juste après les élections, on ne pouvait alors prédire la crise qui suivrait. Nous ne pouvons donc commenter aujourd'hui que des chiffres tout frais, mais récoltés avant un événement majeur dont on peut se demander quel impact il a sur les sentiments d'appartenance. Cette remise en perspective des questions identitaires n'est cependant pas inutile dans le contexte actuel, ne fût-ce que pour s'éviter d'en dire ce que certains acteurs politiques actuels voudraient entendre, indépendamment de la réalité.

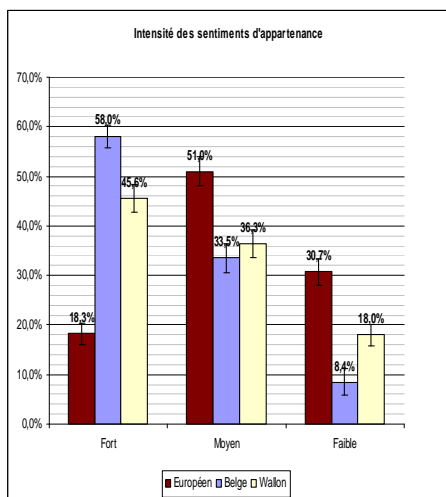
Les identités institutionnelles en 2007

Les questions retenues pour l'enquête 2007 sont identiques à celles de 2004, passant donc en revue les sentiments d'appartenance européen, belge et wallon sur les dimensions fréquence, intensité et valorisation.

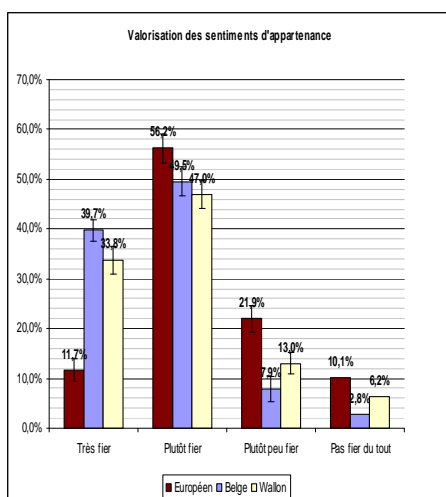


Concernant la dimension « fréquence », nous voyons que le sentiment belge domine assez nettement. *A contrario*, le sentiment européen est de loin celui que les Wallons ressentent le moins souvent. Ceci est logique, dans un sens : si l'on considère que l'on mobilise une identité lorsqu'elle est pertinente dans un contexte donné, l'identité européenne est la moins souvent pertinente. Elle l'est abstraitement ou symboliquement, lorsque l'on est confronté à quelqu'un ou quelque chose de non-européen. Nous avons déjà commenté dans d'autres articles² comment nous lisons dans les résultats la perte d'attrait, au cours des années 90, de l'Europe comme entité institutionnelle représentant un projet positif. Le sentiment belge est probablement favorisé par les représentants sportifs portant les couleurs nationales sur la scène mondiale : jusqu'à la crise politique actuelle, c'est essentiellement à l'occasion des challenges sportifs internationaux – coupes de football, tournois de tennis, etc. – que l'on voyait des drapeaux belges aux fenêtres. Vu sous cet angle, on peut en tous cas confirmer, même en mesurant les sentiments belge et wallon séparément, que les Wallons se sentent plus souvent belges que wallons « en temps normal », c'est-à-dire hors du contexte politique actuel.

...



En ce qui concerne la dimension « intensité », nous trouvons la même hiérarchie entre les trois niveaux. Il est cependant observable que le sentiment wallon est plus proche du sentiment belge que du sentiment européen, nettement à la traîne. Ce n'est donc pas seulement une question d'occasion de se définir comme Européen qui est en cause, comme nous le suggérons ci-dessus. Même lorsque l'on en a l'occasion, on se sent moins fort européen. L'interprétation en terme de faible attrait de l'Europe, représentée par ses institutions, semble une lecture aussi plausible.

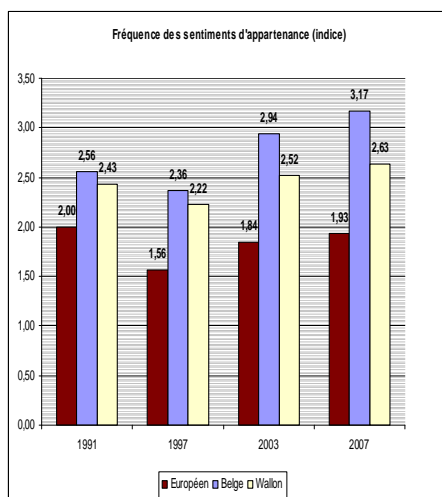


Nous trouvons une confirmation supplémentaire ici du déficit de signification ou d'image de l'Europe, puisque l'on se sent moins fier d'être Européen que d'être Wallon,

ou *a fortiori* d'être Belge. Ici aussi se confirme que le sentiment wallon est plus proche du sentiment belge. Si l'on ne peut parler de rejet de l'identité européenne, on relèvera quand même que près du tiers des Wallons se situe sur le versant négatif de l'échelle.

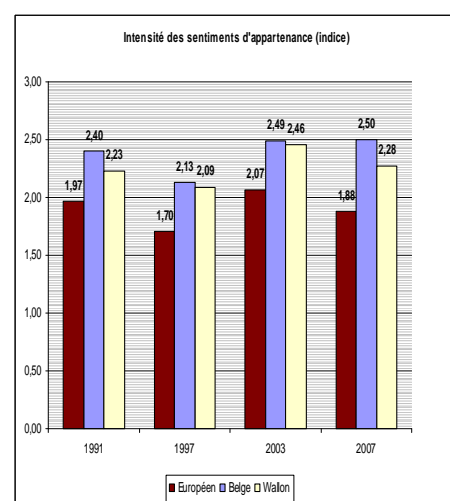
Les évolutions depuis 1991

Pour faciliter la lecture des évolutions, nous avons synthétisé les résultats sous forme d'indices. Nous avons attribué des valeurs de 0 à 4 pour la fréquence (0 représentant le mieux la modalité « jamais »), de 1 à 3 pour l'intensité, et de -2 à +2 pour la valorisation, représentant ainsi la polarisation de l'échelle en deux modalités négatives et deux positives³.



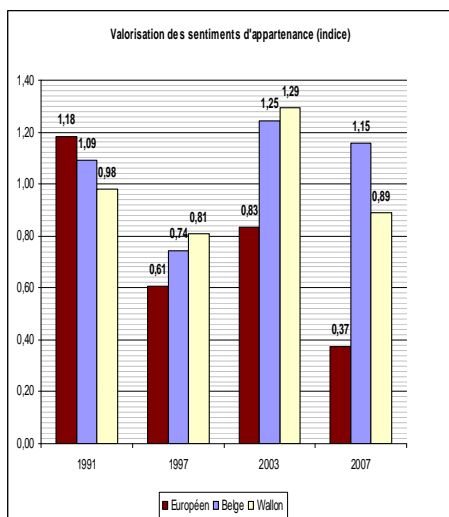
Par rapport à l'enquête de 2003-2004, nous voyons que les trois niveaux d'identification ont connu une progression. Celle-ci confirme la tendance déjà relevée entre 1997 et 2004. C'est donc plutôt le repli entre 1991 et 1997 qui apparaît comme une exception dans la tendance générale. Nous l'avons à l'époque interprété en rapport avec le retentissement de l'affaire Dutroux, quant aux identités belge et wallonne, et en rapport avec l'application des critères de Maastricht, ceux-ci ayant servi aux politiques nationales de boucs émissaires, de manière très généralisée, donnant de l'Europe

une image de contrainte bureaucratique plus que de projet d'avenir. On voit cependant que, entre 2003 et 2007, c'est le sentiment européen qui progresse le moins : de peu, l'écart continue à se creuser, alors que dans les années 80-90, c'étaient surtout les jeunes qui s'identifiaient à l'Europe, de telle sorte que le rattrapage dans le temps aurait été une prévision raisonnable. Cette année, on voit aussi et surtout que c'est le sentiment belge qui a le plus progressé, du double par rapport à la progression du sentiment wallon (+0,23 contre +0,11).



L'évolution de l'intensité des sentiments ne se superpose pas à celle de la fréquence. La hiérarchie reste la même : Belge, puis Wallon, puis Européen à bonne distance. Ici le sentiment belge reste stable, les deux autres reculant. En 2004, on pouvait remarquer que le sentiment régional, bien que sensiblement moins fréquent, était équivalent en intensité. Cela n'est plus vrai aujourd'hui : l'écart entre les sentiments belge et wallon n'a jamais été aussi grand. La hiérarchie actuelle ressemble plus à celle de 1991, avec cependant l'intensité du sentiment européen qui a un peu diminué là où les deux autres ont un peu progressé.

...



Les évolutions les plus spectaculaires se lisent cependant sur ce graphique représentant la fierté d'être Wallon, Belge ou Européen. Les trois sont en repli depuis trois ans, où elles avaient atteint un maximum (si l'on excepte la fierté d'être Européen en 1991, score jamais plus reproduit). Toutefois, ce sont surtout les dimensions wallonne et européenne qui marquent le plus le coup depuis la dernière enquête. Le caractère spectaculaire est sans doute renforcé par la construction de l'indice qui double l'espace central en ne comportant pas de zéro⁴, mais ceci reflète donc bien un déplacement de réponses positives en réponses négatives. En 2004, il était remarquable de voir que le sentiment wallon, moins fréquent, était cependant un peu plus valorisé que le sentiment belge.

Ce classement s'est aujourd'hui inversé. Compte tenu de l'époque à laquelle s'est déroulée l'enquête, on peut se demander si les répercussions des scandales carolorégiens, abondamment utilisés comme thème de campagne pour les élections fédérales se tenant pendant l'enquête, n'ont pas affecté l'image de la Wallonie, avec ce recul comme conséquence.

Comment les identités s'articulent entre elles

Nous savons et répétons depuis que nous travaillons sur ces dimensions

identitaires que les identités wallonne, belge et européenne se cumulent plutôt qu'elles ne s'opposent. Nous le vérifions encore une fois sur les données de 2007.

Corrélations entre fréquences	Européen	Belge	Wallon
Européen	1	0,165	0,068
Belge		1	0,336
Wallon			1

Nous relevons, comme en 2004, des corrélations positives pour les trois associations possibles entre les trois dimensions. La corrélation est beaucoup plus forte, même dans l'absolu, entre Belge et Wallon, qu'entre Européen et les deux autres. En 2007, comme depuis que nous mesurons ces identités, on a donc toujours d'autant plus de chances de se sentir wallon que de se sentir belge. Les valeurs de corrélation sont tout à fait similaires pour l'intensité des sentiments, et même plus fortes pour la valorisation, comme le montre le tableau suivant.

Corrélations entre valorisations	Européen	Belge	Wallon
Européen	1	0,278	0,143
Belge		1	0,414
Wallon			1

Ces résultats étaient attendus. Ce qui est susceptible de nous informer plus finement sur la conjoncture identitaire est plutôt le détail des combinaisons entre identités belge et wallonne.

Nous avons fait figurer dans ce tableau les valeurs de pourcentage absolu : c'est donc l'ensemble des cellules qui se somme à 100%. Ceci nous permet de voir que plus de la

moitié de la population wallonne se situe dans les quatre cases en bas à droite, c'est-à-dire se sentant « souvent » ou « tout le temps » belge et wallon à la fois. Par comparaison, tous les autres groupes sont faiblement représentés. Si l'on désigne les « Wallingants » comme les quatre cellules en haut à droite, on voit qu'ils totalisent un marginal 2,5% : ce sont ceux qui se sentent souvent ou toujours wallons et jamais ou rarement belges. A l'opposé, en bas à gauche, on trouve une proportion plus fournie de « Belgicains » : ils sont un peu plus de 14%, ce qui reste une petite minorité. En haut à gauche, on a environ 4% de Wallons peu préoccupés par cette question... Ces résultats ne s'écartent que modérément de ceux que nous avons déjà obtenus de la même façon sur

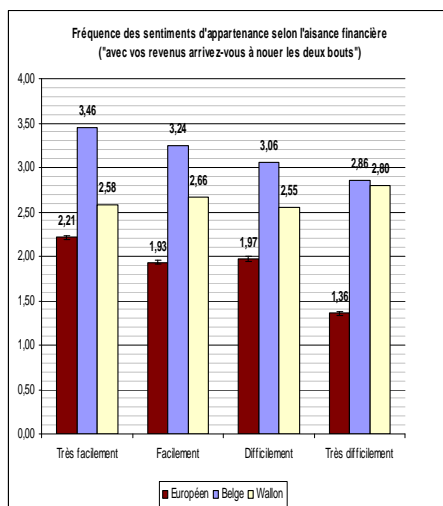
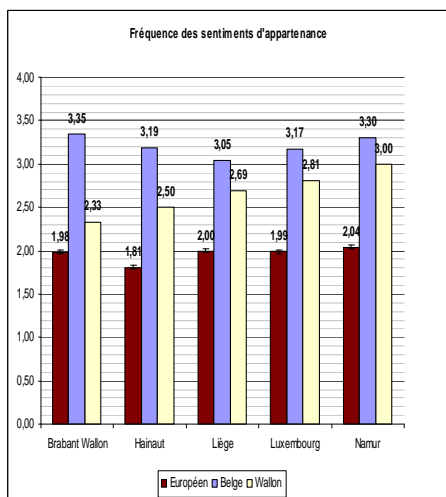
base des enquêtes antérieures : selon les mêmes critères, nous avons en 2004 11,8% de « belgicains » et 2,8% de « wallingants ».

Vu la stabilité des relations structurelles entre identités et variables explicatives, nous nous contenterons ici de nous arrêter un instant sur la ventilation par province de ces résultats, exercice auquel

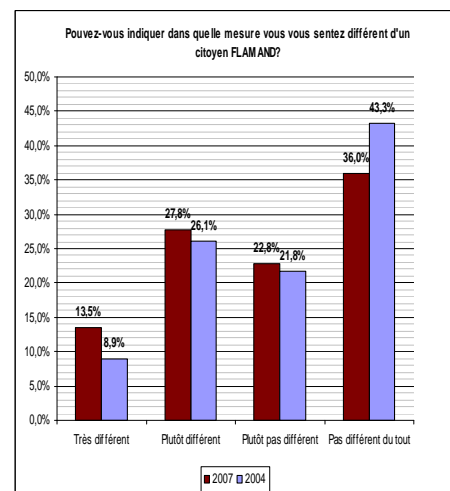
% absolus		Sentiment wallon				
		Jamais	Rarement	De temps en temps	Souvent	Tout le temps
Sentiment belge	Jamais	2,5%	0,1%	1,5%	0,5%	0,7%
	Rarement	1,1%	0,5%	0,9%	0,6%	0,7%
	De temps en temps	2,4%	1,6%	4,3%	3,1%	1,1%
	Souvent	2,5%	2,0%	3,5%	10,1%	5,7%
	Tout le temps	5,6%	4,1%	6,6%	7,9%	30,5%

nous ne nous sommes guère livrés par le passé.

...



La distance avec un Flamand



Relevons tout d'abord que le sentiment européen, que nous avons laissé dans le tableau par cohérence, n'est pas significativement lié à l'appartenance provinciale. Par contre, on voit apparaître des différences intéressantes quant aux deux autres dimensions : le Brabant wallon est, malgré son nom, la province où le sentiment wallon est le plus faible, alors que le sentiment belge y est le plus élevé. Celui-ci est aussi au-dessus de la moyenne en province de Namur, de telle sorte que l'on peut se représenter ces deux provinces contiguës comme un même bloc de ce point de vue. Par contre, Namur est aussi la plus wallonne. On peut se demander si c'est un effet culturel, ou si c'est dû à l'influence de la présence des institutions régionales dans son chef-lieu. On voit aussi que c'est en province de Liège que le sentiment belge est le plus faible. Liège et le Hainaut, que l'on tend aujourd'hui à se représenter comme rassemblées par l'impact de la restructuration industrielle, n'ont donc pas le même profil identitaire : le Hennuyer se sent moins wallon que le Liégeois, mais sensiblement plus belge.

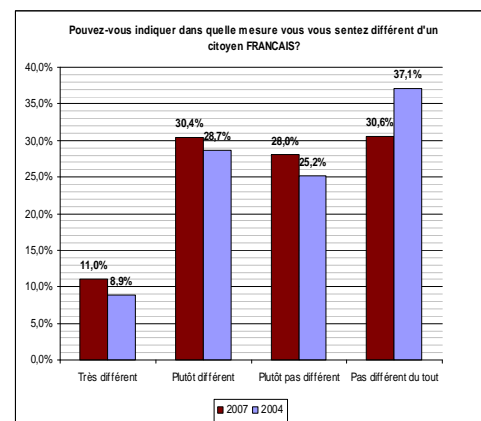
Le graphique précédent, où le Brabant wallon se démarquait, nous a donné la curiosité de vérifier le lien entre sentiment d'appartenance et aisance financière⁵. Les résultats sont inattendus, mais intéressants. C'est ici le sentiment wallon qui semble indépendant de l'aisance financière : le graphique nous le montre au plus haut chez les moins aisés, mais ce n'est pas significatif. Ce résultat est néanmoins en contraste avec les deux autres dimensions, belge et européen, qui sont des identités d'autant plus fortes que les personnes sont à l'aise financièrement : chez les plus « serrés », le sentiment wallon est quasiment égal au sentiment belge tandis que chez les mieux nantis, l'écart est le plus grand.

Le sentiment de différence

La théorie de l'identité sociale, à laquelle nous nous sommes référés comme cadre conceptuel pour l'étude des sentiments d'appartenance, est d'origine psychosociale et est adossée à l'étude de la catégorisation et des stéréotypes. C'est par opposition à un « autre » que l'on active une identité : on est Européen à Tokyo, Belge à Paris, et éventuellement Wallon à Gand. Nous avons voulu, en complément de la mesure des identités, mesurer aussi la distance perçue avec d'autres appartenant à des « outgroups ».

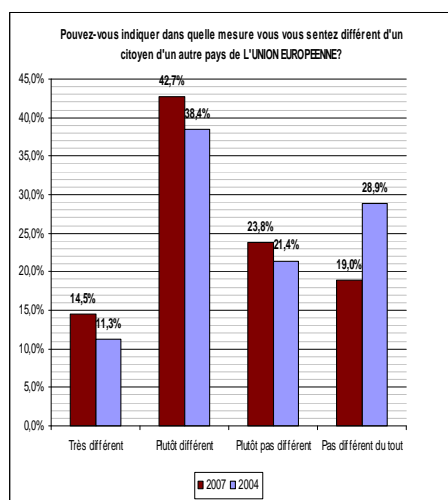
Un peu plus de quatre Wallons sur dix se sentent différents des Flamands pris comme groupe homogène : la somme des deux catégories de la gauche du graphique dépasse les 41%. On peut aisément imaginer qu'au cours des six derniers mois la situation politique a pu accentuer cet effet, mais cela serait à remesurer. Quoi qu'il en soit, même avant cette conjoncture particulière, on remarque que le sentiment de différence a augmenté depuis 2004 : la proportion de ceux qui ne se voient pas comme étant différents du tout est descendue de 43 à 36%. C'est sur la catégorie extrême « très différent » que s'est reportée la plus grande partie du glissement entre 2004 et 2007 : l'effet n'est donc pas marginal, c'est bien un déplacement global de la perception.

La distance avec un Français



Globalement, la perception de différence par rapport à un Français lambda est pratiquement identique à ce que nous venons de voir pour les Flamands, avec au total aussi 40% dans la moitié gauche du graphique. C'est cependant surtout sur les modalités centrales que la nuance se joue. En effet, les Flamands polarisent un peu plus, le score de « très différent » étant un peu plus haut vis-à-vis de nos voisins du nord que de ceux du sud. La tendance sur les trois années écoulées est cependant la même : les différences perçues se sont accrues.

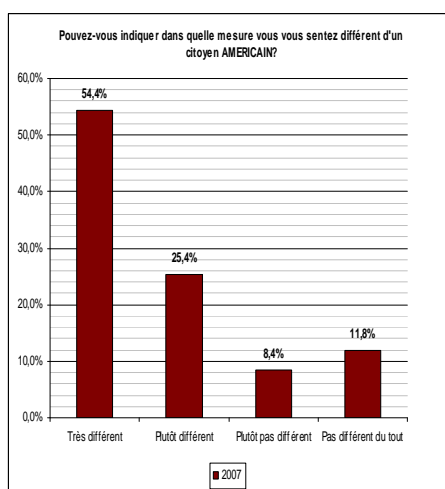
La distance avec un autre Européen



Si l'on prend pour mètre de comparaison un « citoyen d'un autre pays de l'Union européenne », le total de ceux qui se sentent différents dépasse la moitié : nous sommes ici à 56% dans la partie gauche du graphique. Le recul sur la modalité « pas différent du tout » atteint ici les 10% par rapport à 2004, ce qui représente le tiers de ceux qui avaient choisi cette réponse à l'époque. Dans la mesure où l'évolution est similaire, à une question de degré près, sur les trois points de comparaison, l'interprétation est hasardeuse. Si l'on devait en avancer une de spécifique, peut-être pourrait-on invoquer l'élargissement européen qui a suscité bien des débats.

Toutefois, au vu de la convergence des sentiments de différence grandissants tant par rapport aux Flamands, qu'aux Français ou aux autres Européens, c'est peut-être plus en terme de repli identitaire qu'il faudrait investiguer la question.

La distance avec un Américain



Nous n'avons ici pas de point de comparaison dans le temps, cette question ayant été ajoutée par rapport à l'enquête de 2004. A l'époque où le questionnaire a été conçu, cette comparaison était d'actualité en raison du fossé qui s'était creusé entre les rives de l'Atlantique en conséquence de la politique de l'Administration Bush. Nous ne nous étions pas trompés : les Wallons se sentent beaucoup plus différents des Américains que des « autres Européens ». Ici, c'est la similitude qui est franchement minoritaire, avec à peine 20% qui se sentent peu ou pas différents.

Nous avons déjà investigué le champ de recherche des identités depuis une vingtaine d'années, de telle sorte que les résultats « structurels » ne sont plus une nouveauté pour ceux qui connaissent nos travaux. La mesure périodique de ces identités n'en reste pas moins un baromètre intéressant quant aux évolutions à moyen terme. Dans les circonstances actuelles, des variations de court terme ne seraient

pas à exclure, au contraire de ce que nous avons vu sur ces années d'expérience. Malheureusement, l'enquête s'est déroulée juste à la veille d'une nouvelle saison politique, de telle sorte que nous ne pourrions que regretter, d'être passés aussi près de la possibilité d'alimenter la connaissance de l'opinion sur des thèmes d'actualité, avec un outil bien étayé. Mais quelles que soient les répercussions de l'actualité politique sur l'évolution des sentiments d'appartenance, la dimension structurelle qui les organise restera celle que nous avons mise en évidence depuis 1988, sauf lorsque celui qui pose la question impose en fait l'agenda, obligeant à choisir ceux qui, spontanément, ressentent comme complémentaires leurs appartenances multiples. N'est-ce pas ainsi que l'on prépare les gens à l'affrontement, en les sommant de choisir leur camp ?

¹ Institut Wallon des Etudes, de la Prospective et des Statistiques

² Voir Patrick Italiano. «Identités et politique : quinze ans dans un miroir». *Fédéralisme Régionalisme*, Volume 6 : 2005-2006 - Affiliations, engagements, identités : l'exemple wallon

<http://popups.ulg.ac.be/federalisme/document.php?id=362>, ou, plus succinct, « Le cœur des Wallons balance, *Politique* n° 40, juin 2005

³ Pour la précision, les modalités de 1991 et 1997 prévoyaient une valeur centrale neutre que nous avons retirée pour homogénéiser autant que possible les indices.

⁴ Il passe en effet de -1 pour plutôt peu fier à +1 pour plutôt fier.

⁵ Il s'agit de la réponse à la question : « Avec votre revenu, parvenez-vous facilement à joindre les deux bouts ? ».